

# Massacres au Rwanda

## Aux responsables politiques français

Pendant les cinq jours séparant la mort du président Habyarimana et le départ des Français du Rwanda, nos diplomates en poste à Kigali ont pourtant eu le temps de voir la même réalité que nous. Dès les premières heures, nous avons assisté derrière nos fenêtres aux exécutions de civils par des miliciens encouragés par les militaires. Nous les avons entendus échanger des consignes pour le ratisage systématique des quartiers, maison par maison. Lorsque nous avons pu sortir, nous avons vu les barages tenus par des civils et par des militaires, et les tas de cadavres jalonnant les routes et s'entassant à l'hôpital. Passé l'incrédulité des premiers moments; nous n'avons pu avoir aucun doute sur le caractère organisé d'une extermination d'ampleur exceptionnelle et sur la complicité de l'armée dans une tâche qui n'avait rien à voir avec des combats contre le FPR.

Tout ce qui a été dit depuis sur ce génocide dirigé contre la population tutsie et contre les Hutus d'opposition était donc perceptible dès le début. En présence de tels faits que vous ne pouvez ignorer, comment interpréter la pauvreté de vos explications? Comment comprendre que vous gardez le silence, quand on aurait pu attendre de vous la dénonciation rapide des responsables d'un des plus grands crimes du siècle? Pour tous les gens qui vivent douloureusement la tragédie du peuple rwandais, un tel silence est assourdissant.

Xavier ANGLARET, Valérie LEROY, médecins, Claire GAZILLE, infirmière

## Héritage encombrant

(...) Les vieilles puissances coloniales (soyons clairs: la France et la Belgique) qui alimentèrent les rivalités tribales ou jouèrent avec elles pour de petits profits à courte vue, abusèrent les Tutsis (population minoritaire). Ils commirent une lourde faute en leur susurrant une prétendue supériorité «biologique» sur les Hutus (majoritaires dans la région), renforçant de ce fait des aigreurs dévastatrices, des pulsions haineuses. Cela étant, nul ne comprendrait aujourd'hui que les uns et les autres ne se libèrent enfin de plats antagonismes et ne décident d'entendre raison. Ce que les colons ont mal fait ne peut-il donc être défait? Cruelle réalité d'une Afrique subsaharienne prisonnière d'un héritage encombrant, myope de ses propres entraves et qui ne pourrait réaliser durablement

le bien-être de ses peuples, si l'éducation civique ne venait dire et redire que les valeurs d'une nation sont contraires aux pactes et adhésions ethniques.

(...) Un jour lointain peut-être, une question nous sera posée: «Que faisiez-vous en avril-mai 1994?» Certains ne se souviendront de rien, ainsi va la vie. Quant à moi, songeant à un continent en lambeaux, le souvenir ensanglanté de Kigali dans la mémoire, je rétorquerai: «Je mourais de honte!»

Jean-Jacques NKOLLO, écrivain.

## Quelques interrogations

Pourquoi tant d'indifférence de la part des puissances occidentales depuis le début des massacres commis devant leurs yeux?

Je n'ai pas compris la logique onusienne qui a consisté à réduire ses effectifs à Kigali, justement au moment où il fallait les renforcer (...).

Pourquoi certaines grandes puissances hésitent à utiliser le terme juridique de génocide ou de crimes contre l'humanité? (...)

Pourquoi la France, pays des libertés et des droits de l'homme, fille aînée de l'Eglise, s'est compromise avec un régime à tout point pourri, qui incarne la pire des dictatures en Afrique de ce XX<sup>e</sup> siècle? Le silence officiel de la Belgique est aussi coupable (...)

Pourquoi le régime de Kigali n'a-t-il jamais été assimilé à l'apartheid de l'Afrique du Sud, que tout le monde condamne? L'esprit de la république rwandaise depuis sa création était la domination par l'ethnie majoritaire Hutu, au détriment de la minorité tutsie, pourchassée et persécutée (...)

Hutus et Tutsis sont les enfants d'une même nation, nourris de la même culture. Même si c'est trop dur pour les uns, ils ont vocation de s'aimer à nouveau, de travailler ensemble, pour sortir le pays des ruines et construire une démocratie non raciste fondée sur les vraies valeurs de la république: liberté, égalité, fraternité.

Docteur Laurent GAKUBA, 27 000 - Evreux

## La honte

Membre de la Commission internationale d'enquête sur les violations de droits de l'homme au Rwanda, qui a séjourné dans ce pays en janvier 1993, je ne suis pas de ceux qui sont surpris par l'explosion de violence qui ravage ce pays depuis le 6 avril dernier.

Notre commission avait, dans

son rapport, souligné «la lourde responsabilité du chef de l'Etat, de son entourage immédiat et notamment familial» dans les massacres qui, depuis des années, marquaient la vie politique du pays.

Camouflées derrière un habillage d'affrontements interethniques, ces violences étaient en réalité systématiquement planifiées par un pouvoir refusant obstinément toute ouverture vers la démocratie. Des mécanismes bien maîtrisés réglaient ces opérations que l'on noyait immédiatement dans «les conflits historiques Hutus-Tutsis».

Si les responsabilités locales sont aujourd'hui clairement identifiées et si une juridiction internationale s'apprete à mettre en route une procédure pour poursuivre et sanctionner les auteurs du génocide, il paraît aussi nécessaire de dénoncer les complices: ceux qui savaient, ceux qui ont soutenu, cautionné, encouragé, entraîné, financé ces autorités dans leurs crimes.

La France, notre pays, savait depuis de longues années ce qui se passait au Rwanda. Nos instructeurs militaires ont encadré et formé la Garde présidentielle. Ce sont «nos élèves» qui conduisent le génocide actuel.

J'ai moi-même enquêté sur ces escadrons de la mort. En 48 heures, avec un juriste suisse, nous sommes remontés à la source, c'est-à-dire à l'ex-chef de l'Etat et son équipe. Aidés par des associations de défense des droits de l'homme et des Eglises, nous avons recoupé

tous les renseignements. C'est accablant.

Quand, à cette époque, j'ai vu l'ambassadeur de France à Kigali, je lui ai dit: «Monsieur Martie, vous ne pouvez pas ne pas savoir ce qui se passe. Nous avons ouvert des fosses communes. Nous avons trouvé des corps de suppliciés.» Je n'ai reçu aucune réponse. Son Excellence est restée de marbre.

En fait, les services de renseignements français tenaient tout le pays avec l'armée rwandaise. Le Crédit Lyonnais a garanti des achats considérables d'armements par les milices. Mon indignation a redoublé encore ces derniers jours, quand j'ai vu qu'en France on recevait la famille du clan Habyarimana et même qu'on lui donnait de l'argent de poche. Ils ont reçu 200 000 francs du ministère de la Coopération.

Pourquoi ces protections pour Habyarimana, alors que, en plus de son mode de gouvernement criminel, il est notoire qu'il fut impliqué dans la production et le trafic de la drogue? Ce n'est pas moi qui l'ai découvert mais le très sérieux Observatoire international des drogues qui le révèle dans sa publication (n° 27 de janvier 1994).

Le temps est venu aussi de chercher et de reconstruire avec des partenaires sérieux - et il n'en manque pas en Afrique - des relations nouvelles, fraternelles, fondées sur le respect, la confiance et des intérêts réciproques au niveau des peuples. C'est le défi de

notre monde d'aujourd'hui, au-delà de la tragédie rwandaise qui a révélé brutalement toutes les tares de notre «coopération» ou pseudo-coopération avec ce continent.

C'est possible... Nous devons maintenant le faire.

Jean Carbonare, président de Survie

## Réalités socio-économiques

Les combats finiront bien par cesser au Rwanda, quand les deux parties, épuisées, peut-être écœurées de sang et de ravages, finiront par se réveiller de l'espèce d'autogénocide suicidaire auquel elles se livrent depuis le 7 avril, avec une rage quasi hallucinée.

Mais après une tragédie d'une telle ampleur, la hiérarchie rwandaise fera-t-elle son indispensable *aggiornamento*: trop «possédante» dans une population aussi démunie, trop «bigote» et pudibonde, où il eût fallu «un souffle prophétique» pour prendre à bras-le-corps, hors de tout conformisme mais avec une vraie charité, les problèmes brûlants d'une démographie folle, dans une population paysanne qui ne dispose plus, en moyenne, qu'un demi-hectare de terre cultivable par famille (de 7 à 8 enfants en moyenne), contre un hectare il y a 30 ans.

Idem pour les problèmes du sida, en expansion effroyable dans les villes (37% des femmes accouchant à l'hôpital de Kigali l'an dernier étaient

séropositives ou déjà malades!...)

Prêcher l'abstinence, y compris à de nombreux couples légitimes où l'un est séropositif et l'autre non, est-il une position humanement et chrétiennement tenable? Pourquoi cette «chape de plomb» du silence?

Plutôt que le vieux cliché en partie faux: affrontement ethnique séculaire Tutsis-Hutus manipulé par les extrémistes pour mobiliser des masses ignorantes, de telles réalités socio-économiques sous-jacentes éclairent, en grande partie, si elles ne les justifient bien sûr pas, l'âpreté du conflit, son caractère sans merci.

Les Rwandais faisaient des enfants parce que telle était la tradition et que l'Eglise la bénissait. Mais ils les ont massacrés et mutilés avec la même frénésie. Alors, où est le vrai respect de la vie? (...)

Rien n'est simple et toutes ces questions, que j'éprouve le besoin de faire partager, n'ont pas fini de danser la sarabande de mes nuits avec les visages, les regards, les appels de ceux que nous avons dû laisser dans cet enfer.

Il faut s'employer à présent, autant que faire se peut, à panser les plaies, puis à reconstruire; mais, de grâce, sans faire comme trop souvent l'économie d'une totale «remise à plat»: s'y engager loyalement, humblement, avec tout le courage que mérite ce peuple martyrisé.

M.M.P. (Française rapatriée, le 11 avril 1994, de Kigali).

## L'OEIL DE WILLEM

